

# RÉPONSE AU DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DE SÉBASTIEN LECORNU

BORIS VALLAUD - MARDI 14 OCTOBRE 2025

Madame la Présidente,  
Monsieur le Premier ministre,  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mes chers collègues,

Quelle folle semaine ! Alliances et mésalliances. Participation sans soutien et soutien sans participation. Nomination. Démission. Re-nomination. Rififi et chienlit. Quel spectacle ! Celui d'un ministre de l'Intérieur à peine nommé sabordant son propre gouvernement pour un Bruno de trop ; celui d'un ancien Premier ministre appelant, à l'heure de se servir, à la démission d'un Président qu'il a pourtant servi ; celui d'un chef de parti présidentiel, dont l'intérêt bien compris est de ne plus comprendre le Président lui-même. Voilà un socle pas commun, un socle pas commode. Quel désordre ! Et le désordre appelle toujours le retour de l'ordre, le pire de l'ordre.

Monsieur le Premier ministre, votre mission était terminée, la voici qui reprend dans un contexte dont chacun mesure la gravité. Un monde menacé par l'égoïsme des nations, la remise en cause du multilatéralisme, du droit international et in fine par la guerre ; un climat dérégulé dont on peine à imaginer toutes les conséquences mais dont on éprouve déjà la brutalité mortelle ; une humanité percluse d'inégalités, rongée par la désespérance sociale, l'individualisme forcené, le ressentiment et à tout dire la colère ; partout, des Etats-Unis à l'Europe, des ennemis mortels de la démocratie prêts à toutes les promesses pour mettre en œuvre tous les mensonges. Nous vivons dans un monde au bord du basculement.

Nous vous avons écouté avec l'attention qu'appelle la situation : « Nous vivons et nous vivrons dans une époque de crises » dites-vous. « Soit on les subit, soit on les utilise. Soit on change, soit on sera changé. » Dans le moment grave et incertain où nous sommes, ce qui se joue en effet, ce n'est pas l'avenir du macronisme, il se meurt. Ce qui se joue est bien plus grand, c'est la démocratie elle-même.

Il faut entendre, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues du socle commun, la colère qui gronde, le sentiment de ne compter pour rien et de ne jamais être écoutés, l'aspiration au changement précisément de nos concitoyens : « Ils perdent les élections, ils gouvernent ; ils sont censurés, ils gouvernent ; ils n'ont pas la confiance, ils gouvernent ; ils démissionnent, ils gouvernent encore ».

« Il est temps que ça s'arrête », voilà ce que nous disent les Français excédés dont les regards se portent sur l'Élysée car ils savent que les responsabilités ne se divisent pas et que celle du Président est éminente. Le mal n'est pas que le pouvoir lui échappe, le mal c'est qu'il refuse de l'accepter. Si ceux qui gouvernent refusent de partager le pouvoir et n'écoutent pas, si ceux qui s'opposent loyalement et négocient sincèrement, en républicains authentiques n'obtiennent rien, alors c'est la démocratie elle-même qui s'en trouve emportée.

Mes chers collègues élus dans l'élan de front Republicain, ne faisons pas comme si la plus grande crise qui nous menaçait n'était d'abord celle d'une extrême droite aux portes du pouvoir. Pour reprendre vos mots « la défiance de nos concitoyens n'épargne personne ». Ce qui se joue, ce n'est pas qu'une affaire de désaccord stratégiques entre forces de gauche ou de ligne politique entre le centre, la droite et nous, c'est notre avenir comme démocratie, comme État de droit, comme République.

C'est ici toujours la même question qui vous est posée à vous d'abord, collègues du bloc central, dans chaque débat parlementaire présent et à venir : que préférez-vous ? La soumission aux maîtres chanteurs du Rassemblement national ? Ou la responsabilité républicaine, au prix de négociations exigeantes avec la gauche ?

Monsieur le Premier ministre, nous vous avons écouté. Les Français attendaient de votre déclaration, et nous avec eux, un signe que vous les entendiez. Ils attendaient un signe comme un commencement de réparation de ce qui a été vécu comme une brutalité : la suspension intégrale de la réforme des retraites. La voici ! Enfin ! C'est une victoire assurément pour les centaines de milliers de Français qui en bénéficieront chaque année, 3,5 millions de nos concitoyens, ce n'est pas rien, dont la vie va changer tout de suite, c'est la reconnaissance du combat mené par les organisations syndicales que je veux ici remercier ! C'est une fissure dans le dogme macroniste. Personne n'y croyait, les socialistes l'ont obtenu. Nous prenons cette suspension comme une victoire autant qu'un premier pas qui permet d'envisager les suivants : le blocage et l'abrogation.

Nous vous avons écouté Monsieur le Premier ministre ; comme un gage de confiance dans le Parlement, comme une reconnaissance du parlementarisme choisi par les Français, vous avez accepté une nouvelle règle du jeu : renoncer au 49.3. Nous l'acceptons puisque nous l'avons demandée, avec toute la gauche d'ailleurs, et que nous avons la conviction que la démocratie ne meurt pas de mouvement mais d'immobilité.

Dans ce moment grave, les députés socialistes et apparentés assument de ne pas vouloir livrer, sans combat ici dans l'hémicycle, la République à ses ennemis mortels ; assument de croire encore que le débat parlementaire entre forces républicaines est possible et peut changer la vie. Car je ne connais pas d'autres remèdes contre l'extrême droite et le fascisme que la justice, la République sociale, la reconnaissance de la valeur du travail, l'égale dignité, la solidarité nationale, l'école publique...

Je vous cite et vous prend au mot : « ou bien la politique sert à quelque chose, ou bien la déception se répand autant que l'impuissance ». Si nous sommes toutes et tous attachés à la République, il nous faut faire ce pari pour donner un budget juste au pays, un budget qui protège les plus fragiles et fait contribuer les plus fortunés. Un budget qui donne aux services publics les moyens de leurs missions et qui prépare l'avenir, et d'abord la transition écologique.

Depuis des mois, nous nous battons avec des principes simples : épargner les Français, qui n'ont que leur force de travail pour vivre, des efforts d'économie et soutenir leur pouvoir d'achat, mettre à contribution les grandes fortunes et les hauts patrimoines qui sont depuis trop longtemps les passagers clandestins de la solidarité nationale, réduire les déficits sans écraser la vie. Nous avons fait des propositions en ce sens qui sont plébiscitées par les Français.

Dans le débat parlementaire, nous verrons qui se range du côté du peuple, qui défend sa cause et qui protège les milliardaires parce qu'ils financent leurs médias, leurs think-tank et défendent leur politique. Car oui, quand depuis des semaines nous défendions les Français qui travaillent, le RN défendait les rentiers ; car oui, quand nous défendions le pouvoir d'achat, le RN préparait une loi d'amnistie pour sa cheffe.

L'establishment c'est eux, la défense du capital c'est eux, la justice à deux vitesses c'est eux, la trahison c'est eux.

Nous nous battons donc de toutes nos forces, mais je le dis ici aussi, de toutes nos armes pour que la vie des gens change. Vous renoncez au 49.3, nous n'en demeurons pas moins dans votre opposition et maîtres d'une sanction du gouvernement tout au long du débat budgétaire. Nous ne croyons pas à la stabilité pour elle-même. Nous ne croyons qu'à la stabilité dans la justice qui fait reculer la misère et avec elle la colère.

Monsieur le Premier ministre, nous vous avons écouté et vous avez parlé de faire contribuer les hauts patrimoines et les grandes entreprises, et de la nécessité de soutenir le pouvoir d'achat. C'est heureux mais c'est bien trop peu. Nous avons défendu une idée simple avec la taxe Zucman et nous continuerons de le faire : que les classes moyennes ne payent pas les impôts des hyper riches qui ne les payent pas, que les PME ne payent pas les impôts des multinationales qui ne les payent pas. Je ne veux pas que mon voisin dans les Landes paye les impôts de Bernard Arnault, je ne veux pas que mon boulanger à Aire-sur-l'Adour paye ceux de L'Oréal. Nous voulions la garantie d'un débat loyal et ouvert, vous nous en faites la promesse : nous serons vigilants à ce que vos mots se traduisent en actes.

Ce que vous avez proposé jusque-là comme budget du Gouvernement, je le dis avec netteté et avec ce qu'il faut de colère, est insupportable autant que gravement insuffisant et il n'est pas question pour nous d'accepter le doublement des franchises médicales, le gel du barème de l'impôt sur le revenu, le gel des prestations, en un mot « l'année blanche », et donc le rythme insensé de réduction des déficits que vous proposez sur les Français de l'hexagone et des outre-mer. Vous confirmez la possibilité de l'assouplissement de la trajectoire financière, tant mieux, car vous ne pouvez pas d'un côté exiger 15 milliards d'économies sur le dos de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et de l'autre refuser 15 milliards de contribution à ceux dont le patrimoine a doublé en 10 ans. Votre copie est amendable, comptez que nous l'amendons, et chacun devra assumer aux yeux des Français les choix qu'il fait. Votre point de départ ne sera pas notre point d'arrivée.

Souvenez-vous en Monsieur le Premier ministre : nous sommes capables de faire des compromis, nous l'avons montré en donnant un budget au pays, autant que de renverser un gouvernement, nous l'avons fait par deux fois. Nous n'avons qu'une boussole l'intérêt du pays, l'intérêt des Français.

Nous faisons un pari, un pari risqué dont seul l'avenir nous dira ce qu'il est. Chacune et chacun d'entre nous ici, héritiers de Gambetta ou de Jaurès, de Mandel ou de Mendès France, de Simone Veil ou de Gisèle Halimi, de de Gaulle ou de Mitterrand, représentant de la belle et grande nation française doit à cette heure se poser cette question simple et exigeante : en sommes-nous capables ?

Les socialistes répondent : il le faut.